Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 41 (2004)
Heft: 1614

Artikel: Social-démocratie et syndicats : la rupture
Autor: Schwaab, Jean Christophe / Delley, Jean-Daniel
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1019274

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 01.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Social-démocratie et syndicats: la rupture

Les réformes sociales entreprises par Gerhard Schröder l'éloignent des syndicats et poussent les travailleurs dans la rue. L'hégémonie du SPD sur la gauche semble en péril.

En Allemagne, le débat fait rage entre partisans et adversaires des projets du gouvernement rouge-vert «agenda 2010» et «Hartz IV» (du nom de son auteur Peter Hartz, chef du personnel chez Volkswagen). Ces projets, qui font rêver bien des chefs de gouvernement libéraux, visent à ramener la République fédérale sur le chemin de la croissance économique. Il s'agit de flexibiliser le travail, de baisser les impôts et de réduire les prestations sociales, avant tout les retraites, l'assurance maladie et l'assurance chômage.

La révision de cette dernière est particulièrement dure : les chômeurs seront forcés d'accepter presque n'importe quel emploi, sous peine de voir leurs indemnités fortement réduites, si ce n'est complètement supprimées. Si ces plans sont salués par l'opposition démocrate-chrétienne (CDU/CSU, qui aimerait toutefois les durcir encore) et acceptés sans broncher par les Verts, partenaire minoritaire du gouvernement, ils ont suscité un début de polémique au sein du parti social-démocrate (SPD), le parti du chancelier Gerhard Schröder. En effet, bien des membres du SPD, et notamment de son aile proche des syndicats, ont qualifié ces mesures d'antisociales. Mais le chancelier a mis tout son poids dans le débat et fait de l'acceptation de ces réformes par son parti une question de confiance. Finalement, le SPD a soutenu l'«agenda 2010» et «Hartz IV». Mal lui en a pris.

Grogne populaire

Au sein de la population, ces mesures ont été très mal accueillies. Tout d'abord dans l'ancienne Allemagne de l'Est, où la crise économique est beaucoup plus profonde qu'à l'Ouest. C'est notamment la réduction de la protection contre le chômage qui a mis le feu aux poudres: la population est descendue dans la rue, dans le cadre de nouvelles «manifestations du lundi» (du nom des manifestations populaires qui accélérèrent la chute de l'ancien Etat communiste et qui avaient lieu le lundi soir dans de nombreuses villes est-allemandes). Peu à peu, celles-ci se sont aussi étendues à l'Ouest. La contestation s'est également traduite dans les urnes. Le SPD a perdu ses bastions ouvriers les uns après les autres lors d'élections locales et a été humilié lors des élections européennes. Bon nombre de ses anciens électeurs se sont tournés vers l'abstention (car ils savent bien que la CDU/CSU ne propose guère mieux, si ce n'est pire) ou vers des partis extrémistes comme les néo-nazis ou les communistes réformés (successeurs du parti unique de l'Est).

Mais surtout, le SPD a totalement perdu le soutien des syndicats. Alors que de nombreux dirigeants de ces derniers sont membres du SPD (et vice-versa), la rupture est désormais consommée entre gouvernement et organisations des travailleurs, qui n'ont pas accepté ces réformes libérales. Le puissant syndicat de la métallurgie IG-Metall a même lancé l'«Arbeitnehmerbegehren» (*demande des travailleurs*), catalogue de contre-propositions à l'«agenda 2010» et «Hartz IV», désavouant ainsi frontalement un gouvernement qui aurait pourtant dû être proche des travailleurs. Les syndicats ont également piloté la création de «Für Arbeit und Soziale Gerechtigkeit» (*Pour le travail et la justice sociale*), association composée de nombreux membres du SPD et qui soutient les revendications syndicales. Pour le moment, ce n'est pas un parti politique, mais des sondages la créditent déjà d'intentions de vote non négligeables. Coupée des syndicats, la social-démocratie allemande est en péril. Péril qui ne sera que plus grand si elle persiste dans ses positions libérales. *jcs*

Liens Internet (en allemand uniquement) :
www.arbeitnehmerbegehren.de
www.agenda2010.de

Variations fantasmatiques sur le temps de travail

Il y a peu encore, la réduction du temps de travail apparaissait comme le remède de bon sens contre la montée du chômage. Si les actifs travaillent moins, ils font de la place aux chômeurs sur le marché du travail. On sait que l'application de ce raisonnement arithmétique simple peut produire des effets positifs dans le cadre d'une entreprise particulière: Volkswagen en Allemagne et Swisscom, entre autres, en ont apporté la preuve. Mais à l'échelle d'une économie nationale, ce qui paraît de bon sens se révèle illusoire: le volume de production et celui du travail nécessaire dépendent de multiples facteurs. Et aucune étude sérieuse n'a pu établir une corrélation entre la durée du travail et le taux de chômage. Parmi les pays besogneux, on trouve aussi bien des premiers de classe en matière de chômage - la Suisse et les Etats-Unis par exemple - que des mauvais élèves comme la Grèce. Et un temps de travail réduit peut se conjuguer aussi bien avec un taux de chômage élevé - Allemagne et France - qu'avec un taux bas - Pays-Bas, Norvège.
Aujourd'hui, l'augmentation de la durée du travail - avec un salaire inchangé - est prônée par certains comme le nouveau remède apte à sauvegarder l'emploi. En Allemagne, plusieurs entreprises ont conclu des accords dans ce sens avec le personnel, de manière à abaisser les coûts de production pour rester concurrentielles et la France semble vouloir suivre ponctuellement cet exemple. Une réduction des coûts peut temporairement sauver une entreprise. Mais cette solution n'est pas non plus applicable à large échelle. Elle ne remplace pas une certaine souplesse du marché du travail, où notamment le niveau des salaires reflète la productivité. Ce n'est pas un hasard si cette pseudo solution est appliquée - marginalement encore - dans les deux pays européens qui se distinguent par la rigidité de leur marché du travail. Aussi les quelques voix patronales helvétiques qui ont évoqué la possibilité d'imiter nos deux voisins font preuve d'une méconnaissance crasse des conditions-cadre de notre économie. *jd*